

A young boy with dark skin and short hair is sitting in a white plastic chair. He is wearing a yellow t-shirt with some stains. He has a serious expression and is looking directly at the camera. The background shows a makeshift shelter made of white plastic sheeting and various items hanging on lines, including a colorful patterned cloth and a blue shirt. The setting appears to be outdoors with some greenery visible in the upper left.

unicef 

pour chaque enfant

UNICEF SOS ENFANTS | Octobre 2025

Les enfants en Haïti face à une polycrise

L'effet combiné de la violence, de la malnutrition, de pertes d'apprentissage et de l'effondrement des services essentiels

Les enfants en Haïti face à une polycrise

UNICEF SOS ENFANTS | Octobre 2025

Table des matières

Résumé analytique	2
Introduction	3

Chapitre **I**



Contexte historique de la crise actuelle

4

Chapitre **II**



Analyse de situation : un pays au bord du gouffre

5

Chapitre **III**



Une crise de protection pour les enfants et les femmes

7

Chapitre **IV**



Répercussions sur la santé et la nutrition des enfants

8

Chapitre **V**



Déplacement et retour des personnes déplacées

9

Chapitre **VI**



Une urgence éducative

11

Chapitre **VII**



Raviver l'espoir pour l'avenir

13

Résumé analytique

En 2025, en Haïti, plus de 3,3 millions d'enfants ont besoin d'une aide humanitaire, alors qu'ils n'étaient que 3 millions en 2024.

Le niveau d'insécurité sans précédent a conduit au déplacement de plus de 680 000 enfants, souvent à plusieurs reprises.

La crise qui touche actuellement Haïti ne s'explique pas par un événement unique, mais par des décennies de chocs successifs et par une instabilité chronique. La fragilité politique associée aux inégalités économiques, aux catastrophes naturelles et à l'affaiblissement des institutions a créé l'une des situations d'urgence humanitaire les plus complexes au monde.



© UNICEF/UNI792752/Joseph

Pour les enfants en Haïti, cette accumulation de crises est synonyme de lutte quotidienne pour la survie, d'écoles fermées, d'hôpitaux débordés et d'enfances écourtées par la violence, la négligence, l'exploitation et la faim. Si aucune mesure ferme n'est prise, l'avenir de toute une génération est en péril.

L'UNICEF appelle la communauté internationale à faire des enfants en Haïti une priorité, à agir avec l'empressement qu'exige cette crise, et en y mettant les moyens nécessaires. Il est encore temps de protéger les enfants et de mettre un terme à la funeste spirale dans laquelle est engagé le pays :

- L'accès à l'aide humanitaire doit être rétabli et protégé.
- Le niveau et l'étendue du financement de l'aide humanitaire doivent immédiatement augmenter.
- Les services de base doivent être rétablis et protégés.
- Les enfants déplacés doivent être protégés et soutenus.
- Il faut investir en faveur d'une stabilisation à long terme et d'un relèvement centré sur les enfants.

Introduction



Haïti est confronté à une crise humanitaire dévastatrice, qui évolue rapidement. Alors que la violence ne cesse de s'intensifier, l'accès aux services de base se détériore, leur qualité se dégrade, et les déplacements internes se multiplient. Ce sont les enfants

qui paient le prix fort. Les groupes armés contrôlent désormais la plus grande partie de la capitale, Port-au-Prince, ainsi que les principaux axes routiers, des millions de personnes se retrouvant ainsi privées de nourriture, de soins de santé, d'éducation et de protection. Les écoles ont fermé leurs portes, les hôpitaux sont débordés ou fermés, et l'accès à l'aide est dangereusement limité.

En 2025, plus de 3,3 millions d'enfants ont besoin d'une aide humanitaire, alors qu'ils n'étaient que 3 millions en 2024. Le nombre d'enfants déplacés à cause de la violence a quasiment doublé au cours de l'année écoulée pour atteindre environ 680 000, tandis que la malnutrition aiguë, le recrutement des enfants, la violence liée au genre et d'autres violations graves des droits des enfants ont également augmenté.

Le présent document s'appuie sur les données, les rapports de terrain et les analyses sectorielles les plus récentes pour tirer la sonnette d'alarme concernant l'ampleur de la crise qui touche les enfants en Haïti. Il offre un aperçu des menaces sans précédent auxquelles ils sont confrontés et présente les mesures urgentes nécessaires pour assurer leur protection ainsi que leur accès à la nutrition, aux soins, à l'eau et à l'assainissement, à l'éducation et à d'autres services essentiels, et pour leur redonner espoir.

En 2025, plus de **3,3 millions d'enfants** ont besoin d'une aide humanitaire, alors qu'ils n'étaient que **3 millions** en 2024.



© UNICEF/UNI662616/Erol

I. Contexte historique de la crise actuelle

La crise qui touche actuellement Haïti ne s'explique pas par un événement unique, mais par des décennies de chocs successifs et par une instabilité chronique. La fragilité politique associée aux inégalités économiques, aux catastrophes naturelles et à l'affaiblissement des institutions a créé l'une des situations d'urgence humanitaire les plus complexes au monde.

Pour beaucoup de familles, tout a basculé avec l'assassinat du président Jovenel Moïse, en 2021, qui a plongé le pays dans un vide politique et a entraîné une escalade brutale de la violence armée. Depuis, les groupes armés ont étendu leur contrôle à différents quartiers, aux ports et aux routes nationales, paralysant les services, perturbant les échanges commerciaux et terrorisant les communautés.

Parallèlement, les Haïtiens ont subi plusieurs catastrophes naturelles. Pour ne parler que des 15 dernières années, le pays a été frappé par un tremblement de terre de magnitude 7 en 2010, par l'ouragan Matthew en 2016 et par un autre séisme de magnitude 7,2 en 2021. Ces catastrophes ont détruit les infrastructures, affaibli les stratégies d'adaptation et mis en difficulté un État déjà fragile.

La chute de la gourde haïtienne, l'inflation galopante et les chocs de prix mondiaux ont plongé encore plus de familles dans la pauvreté. Près de 4 Haïtiens sur 10 vivent avec moins de 2,15 dollars des États-Unis par jour. Les services essentiels, notamment l'approvisionnement en eau, l'éducation et la santé se sont progressivement désagrégés. Le choléra est réapparu en 2022 et la malnutrition s'est considérablement accentuée sur fond d'insécurité alimentaire et de déplacement.



© UNICEF/UNI601252/Le Lijour



Pour les enfants en Haïti, cette accumulation de crises est synonyme de lutte quotidienne pour la survie, d'écoles fermées, d'hôpitaux débordés et d'enfances écourtées par la violence, la négligence, l'exploitation et la faim. Si aucune mesure ferme n'est prise, l'avenir de toute une génération est en péril.

II. Analyse de situation : un pays au bord du gouffre



On estime que 6 millions d'Haïtiens, soit plus de la moitié de la population, et 3,3 millions d'enfants, ont besoin d'une aide d'urgence.

Haïti est confronté à une polycrise, une situation dans laquelle l'effondrement d'un secteur exacerbe les problèmes des autres : la malnutrition progresse lorsque les services de santé s'écroulent, le choléra se propage sur les sites pour personnes déplacées dépourvus d'accès à de l'eau salubre, et la désorganisation du système éducatif accroît la vulnérabilité des enfants au recrutement et à l'exploitation. Tous ces effets combinés ont des conséquences dévastatrices pour les enfants. La violence s'étend à des régions auparavant considérées comme stables, notamment les départements de l'Artibonite, du Nord et du Centre.

En raison du niveau d'insécurité sans précédent, plus de 1,3 million de personnes, dont 680 000 enfants, ont été contraintes au déplacement, souvent à de multiples reprises. Ainsi, au niveau national, le nombre de sites pour personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays a doublé au cours du premier semestre 2025 pour s'élever à 246. Souvent, les travailleurs humanitaires ne peuvent pas atteindre sans danger les communautés, et il est impossible pour les familles de se rendre dans les dispensaires, les points de distribution alimentaire ou les écoles. Les groupes armés ciblent de plus en plus les routes, les ports et les entrepôts, obligeant les organisations humanitaires à faire appel à des équipes mobiles et à des réseaux locaux pour acheminer une aide vitale. Non seulement ces problèmes d'accès entravent l'acheminement de l'aide, mais ils accélèrent également l'effondrement des services essentiels, les systèmes de santé, de nutrition et de protection se désintégrant les uns après les autres.

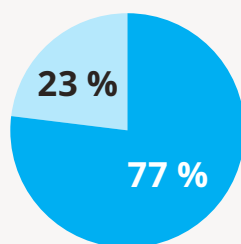
Haïti est confronté à une polycrise, une situation dans laquelle l'effondrement d'un secteur exacerbe les problèmes des autres : la malnutrition progresse lorsque les services de santé s'écroulent, le choléra se propage sur les sites pour personnes déplacées dépourvus d'accès à de l'eau salubre, et la désorganisation du système éducatif accroît la vulnérabilité des enfants au recrutement et à l'exploitation.

Les services de santé s'écroulent sous la pression. Dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, seuls 41 % des établissements de santé demeurent entièrement fonctionnels. L'insécurité a contraint des dizaines d'établissements à fermer leurs portes, ce qui a entraîné des pénuries de personnel, de carburant, de médicaments et de fournitures médicales. Dans de nombreux quartiers de Port-au-Prince, les femmes accouchent sans personnel formé à leurs côtés, et les enfants souffrant de malnutrition n'ont pas accès aux traitements nécessaires.

Le choléra reste une menace. Depuis la résurgence de la maladie en octobre 2022, plus de 90 000 cas suspects ont été signalés. Les systèmes d'assainissement et de distribution d'eau sont en ruines et 3,8 millions de personnes sont privées d'accès à une eau potable sûre. Dans les sites pour personnes déplacées, surpeuplés, les familles consomment souvent de l'eau contaminée, ce qui provoque des épidémies et accentue le risque de déshydratation chez les enfants souffrant de diarrhées et d'émaciation.

2,7 millions

de personnes (sur une population totale de 11,77 millions) vivraient dans des zones contrôlées par des groupes armés



Environ

1 personne sur 4

La crise est aggravée par l'insécurité alimentaire. En effet, 5,7 millions de personnes, dont plus de 1 million d'enfants, sont en situation d'insécurité alimentaire sérieuse (phase 3 ou plus du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire [IPC]). Au total, selon les estimations de l'UNICEF, 2,85 millions d'enfants – soit environ un quart des enfants en Haïti – connaissent régulièrement un niveau élevé d'insécurité alimentaire. Les familles continuent de se heurter à une pénurie importante de nourriture et à des niveaux élevés de malnutrition aiguë. L'augmentation de l'insécurité alimentaire est également synonyme d'urgence de santé publique croissante dans le pays, et on estime que 8 400 personnes vivent dans des conditions proches de la famine dans des sites pour personnes déplacées.

Le système éducatif est attaqué. Plus de 1 600 écoles ont été directement frappées par la violence et plus de 1 080 établissements ont complètement fermé leurs portes en 2025. Au moins un enfant en Haïti sur quatre est déscolarisé. Dans de nombreux sites pour personnes déplacées, les écoles servent d'hébergement temporaire. Les enfants sont alors privés d'accès à l'apprentissage et enseignants et élèves sont plus exposés au danger. L'éducation n'est pas complètement gratuite, un obstacle supplémentaire qui vient s'ajouter à la violence et aux fermetures d'écoles fréquentes.



© UNICEF/UNI601255/Le Lijour

Seuls 15 % à 20 % des établissements sont publics, et même dans ces écoles, les familles doivent acheter elles-mêmes les manuels et les uniformes. Les établissements privés, quant à eux, imposent des frais de scolarité. Pour les familles appauvries par de multiples crises, ces coûts rendent l'éducation de moins en moins accessible.

Pour les enfants en Haïti, les menaces s'accumulent : ils subissent notamment le recrutement forcé, les enlèvements, la violence sexuelle ou la perte des personnes qui s'occupent d'eux. Confrontés au déplacement, au traumatisme et à la pauvreté, ils sont plus vulnérables que jamais et disposent d'un accès limité à des espaces sûrs et à une aide sociale.

III. Une crise de protection pour les enfants et les femmes

Aujourd'hui, en Haïti, les enfants ne sont pas seulement des victimes collatérales. Ils sont directement ciblés. L'ampleur et l'intensité de la violence envers les enfants et les femmes ont atteint des niveaux très préoccupants, les violations graves des droits des enfants étant désormais quotidiennes dans les zones contrôlées par les groupes armés.

En 2024, les Nations Unies ont confirmé 2 269 violations graves contre les enfants – un chiffre près de cinq fois supérieur à celui de l'année précédente – et probablement bien inférieur à la réalité, puisque la plupart des cas ne sont pas signalés dans les zones sous contrôle des groupes armés. Parmi les violations avérées, on peut citer des meurtres et des mutilations, des enlèvements, des violences sexuelles et des attaques ciblant des écoles et des hôpitaux. Les Nations Unies ont également pu confirmer plus de 300 cas de recrutement et d'utilisation d'enfants par des groupes armés, soit près de deux fois plus qu'en 2023. Des enfants âgés parfois d'à peine 10 ans sont contraints de porter des armes, de faire le guet ou d'accomplir d'autres tâches dangereuses. Les filles, en particulier, sont confrontées à des risques considérables de violence et d'exploitation sexuelles et de viols par les membres des groupes armés.

La violence a également bouleversé les services de protection essentiels. Les espaces sûrs pour les enfants et les femmes ont été détruits, le personnel a été déplacé et les survivants se retrouvent privés de soutien.



© UNICEF/UNI792737/Joseph

Parmi les personnes déplacées vivant dans la capitale, 33 % se sont installées dans des espaces non couverts, ce qui les expose à des risques de protection et de sécurité. Ainsi, les survivants de viols, de la traite des êtres humains et d'abus sont le plus souvent privés de soins médicaux, d'aide juridique ou de soutien psychosocial.

Dans les zones contrôlées par les groupes armés, les enfants et leur famille vivent en permanence sous la menace d'attaques, d'enlèvements et de violences sexuelles. Beaucoup ont été témoins de meurtres ou contraints de fuir au milieu de la nuit, tandis que la crainte des représailles dissuade les survivants et les témoins de dénoncer leurs agresseurs. Le traumatisme constitue le quotidien d'innombrables enfants, et si les services de protection ne sont pas rétablis d'urgence, une génération entière risque de grandir dans la peur, exposée sans cesse à la violence et à l'exploitation.

IV. Répercussions sur la santé et la nutrition des enfants

Plus de 1 million d'enfants sont en situation d'insécurité alimentaire sérieuse (phase 3 ou plus de l'IPC). Ce chiffre a considérablement augmenté par rapport aux années précédentes, ce qui met en lumière une situation d'urgence nationale qui touche à la fois les populations urbaine et rurale.

L'enquête nutritionnelle SMART 2023 a révélé que dans sept départements d'Haïti sur dix, les taux de malnutrition aiguë globale (MAG) étaient supérieurs à 5 %, taux défini comme le seuil d'urgence par l'OMS. Les départements du Nord-Est, de l'Artibonite et certaines parties du département de Grand'Anse sont désormais considérés comme des zones où la dégradation de l'état nutritionnel est critique.

La situation est particulièrement désastreuse dans les zones urbaines accueillant des personnes déplacées telles que Croix-des-Bouquets, où la malnutrition aiguë est considérée comme critique (phase 4), selon l'analyse IPC.



© UNICEF/UNI792735/Joseph

Dans beaucoup de ces endroits, l'insécurité et les activités des groupes armés empêchent les familles d'accéder aux marchés alimentaires et à l'aide humanitaire. La hausse des prix des produits de base a réduit le pouvoir d'achat des familles, les obligeant à sauter des repas ou à adopter une alimentation pauvre en nutriments.

Dans beaucoup de sites pour personnes déplacées et de zones contrôlées par les groupes armés, les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement se sont effondrées. Plus de 3,8 millions de personnes, dont 1 million d'enfants, n'ont pas régulièrement accès à de l'eau salubre. Non seulement cette situation accroît le risque de maladies transmises par l'eau telles que le choléra et la diarrhée, mais elle aggrave également la perte de masse corporelle et les complications associées chez les enfants souffrant d'émaciation.

Le système de santé est débordé et sous-doté. L'insécurité a entraîné la fermeture de nombreux centres de santé, en particulier à Port-au-Prince et aux alentours. Lorsque les services restent ouverts, les soins les plus élémentaires ne peuvent même pas être prodigués en raison du manque de personnel, des pillages et des pénuries de carburants, ce qui prive de traitement les enfants souffrant de malnutrition.

La couverture des services visant à prévenir, détecter et traiter la malnutrition demeure dangereusement faible, bien inférieure au seuil requis pour prévenir une crise plus importante. Si l'accès aux traitements, leur financement et leur couverture ne s'améliorent pas de manière durable, des dizaines de milliers d'enfants supplémentaires pourraient sombrer en quelques mois dans un état de malnutrition potentiellement mortel.

V. Déplacement et retour des personnes déplacées

Au milieu de l'année 2025, les Haïtiens continuaient de subir des violations des droits humains parmi les plus graves de l'histoire récente du pays et de vivre des situations très dangereuses. C'est dans la capitale et dans les départements de l'Artibonite et du Centre, où les violences armées subsistent, que les besoins sont les plus criants, notamment en matière de protection.

On estime que 2,7 millions de personnes, dont 1,6 million de femmes et d'enfants, vivent dans des zones contrôlées par des groupes armés, qui limitent la liberté de mouvement de la population et son accès aux services de base.

Les déplacements sont essentiellement dus à l'intensification de la violence armée, aux attaques ciblant des civils et aux combats pour le contrôle des territoires qui ont lieu à Port-au-Prince et dans les communes voisines. Des quartiers entiers se sont vidés, les familles fuyant les incursions armées, les incendies, les enlèvements et les actes d'extorsion. De nombreux enfants ont été déplacés à plusieurs reprises, car la violence les poursuit dans les hébergements temporaires.

La plupart des personnes déplacées restent dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et vivent dans des bâtiments publics bondés, dans des abris de fortune ou dans des sites informels de personnes déplacées. Souvent, ces derniers ne sont pas équipés d'infrastructures d'accès à de l'eau salubre ou d'assainissement et ne proposent pas de services de protection et de santé.



On estime que **2,7 millions de personnes**, dont 1,6 million de femmes et d'enfants, vivent dans des zones contrôlées par des groupes armés, qui limitent la liberté de mouvement de la population et son accès aux services de base.

Les enfants – en particulier s'ils sont non accompagnés, handicapés ou orphelins – sont davantage exposés au risque de violence, d'exploitation et d'abus.

L'absence d'hébergement sûr et digne a contraint des milliers de familles à chercher refuge dans des écoles, des églises et des bâtiments abandonnés, où elles sont souvent privées d'intimité et où aucune mesure de sécurité n'est mise en place. Souvent, les écoles servent d'abri la nuit et redeviennent des lieux d'enseignement le jour. L'apprentissage des enfants s'en trouve encore plus perturbé.

La crise est intensifiée par les retours transfrontières et les expulsions de la République dominicaine. De nombreux Haïtiens, notamment des enfants, reviennent au pays sans papiers ni effets personnels. Une fois rentrés, ils risquent de se retrouver sans abri, de souffrir de la faim et d'être apatrides.

Qu'ils soient déplacés en Haïti ou reviennent de l'étranger, les enfants sont confrontés à une même réalité : ils sont déracinés, sans protection et n'ont pas accès aux services de base. Les enfants renvoyés de force risquent également davantage d'être recrutés par des groupes armés.

Les efforts visant à faciliter le retour des personnes déplacées à l'intérieur du pays restent limités. La plupart ne peuvent pas ou ne veulent pas rentrer chez elles, en raison de la violence toujours présente, de la destruction de leurs biens ou des traumatismes subis. À cause de l'insécurité, la réintégration dans les zones de retour est très difficile.

Souvent, lorsque les groupes armés sont actifs à proximité, le risque d'un nouveau déplacement est élevé.

Les services d'accueil et de réintégration des personnes revenues au pays – notamment les services d'enregistrement des naissances et d'orientation – sont toujours en place, mais doivent être renforcés au plus vite.

La violence ne semble pas perdre de sa virulence et de nombreuses familles sont déplacées depuis plus d'un an. Haïti est ainsi confronté à une crise du déplacement prolongée, qui aura des conséquences à long terme sur le développement et le bien-être des enfants.



© UNICEF/UN0558612/Mendez

VI. Une urgence éducative



Le système éducatif haïtien périclité, et c'est l'avenir de toute une génération qui est en jeu. Violence, déplacements, pauvreté et insécurité sont autant de facteurs qui rendent l'apprentissage presque impossible pour des centaines de milliers d'enfants.

Au cours de l'année scolaire 2024-2025, de nombreuses écoles ont été directement touchées par la violence. Plus de 1 600 écoles ont fermé leurs portes, et 25 ont été occupées par des groupes armés, pour un total de 243 410 élèves et 7 548 enseignants concernés. À Port-au-Prince et aux alentours, les salles de classe sont devenues à la fois des cibles et des abris. En 2025, 84 écoles ont servi de centre collectif pour personnes déplacées à l'intérieur du pays, ce qui nuit aux apprentissages, et entraîne de l'insécurité, mais aussi une perte de repères et d'espoir en l'avenir.

Le déplacement a bouleversé l'éducation de près de 500 000 enfants en âge de fréquenter l'école. Dans les hébergements et les sites pour personnes déplacées surpeuplés, les enfants n'ont accès ni à des manuels, ni à des supports pédagogiques, ni à des enseignants qualifiés.

À Port-au-Prince et aux alentours, les salles de classe sont devenues à la fois des cibles et des abris.

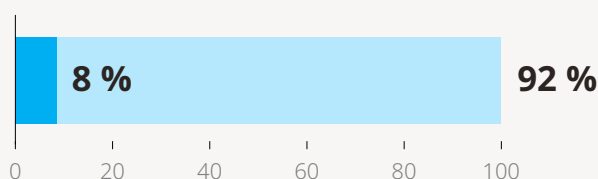
Beaucoup d'adolescentes abandonnent complètement leur scolarité pour des raisons de sécurité, parce qu'elles doivent s'occuper de leurs proches ou à cause de l'absence de produits d'hygiène menstruelle.

Selon le Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, plus d'un enfant sur quatre est actuellement déscolarisé en Haïti. Les disparités en matière d'alphabétisme s'accroissent à l'échelle nationale, en particulier pour les jeunes enfants passés à côté d'étapes importantes pour l'apprentissage.

Si un accès sûr à l'éducation n'est pas rétabli très rapidement, Haïti ne perdra pas seulement ses écoles, mais aussi une génération entière d'enfants, dont l'avenir sera irrémédiablement compromis.

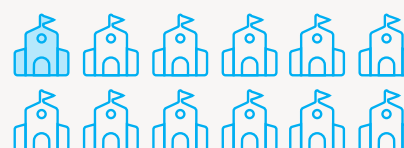
1 606 écoles

sur 18 983 sont fermées



Soit **1 école sur 12**

à l'échelle nationale





© UNICEF/UNI653421/Rouzier

VII. Raviver l'espoir pour l'avenir



Haïti est au bord de la rupture. Les systèmes et services de base s'effondrent. Sur les 1,6 million de femmes et d'enfants vivant dans des zones contrôlées par les groupes armés, beaucoup sont en grande partie privés d'aide.

Le financement humanitaire est extrêmement faible : en juin 2025, l'appel en faveur de l'Action humanitaire pour les enfants de l'UNICEF en Haïti n'avait permis de réunir que 13 % des fonds demandés, soit une somme bien inférieure à celle nécessaire pour répondre aux besoins croissants en matière de malnutrition, de déplacement et de protection. Si des ressources ne sont pas trouvées de toute urgence, des programmes essentiels – notamment pour la protection de l'enfance, la santé, la nutrition, l'eau et l'assainissement, et l'éducation – resteront considérablement limités.

L'avenir des enfants en Haïti dépend des choix opérés aujourd'hui. L'inaction et le temps perdu coûteront des vies. Si une aide internationale est apportée d'urgence, qu'une action coordonnée est menée et que l'accès aux services de base est rétabli, il est encore possible de protéger les enfants et de mettre un terme à la funeste spirale dans laquelle est engagé le pays.

L'UNICEF continue à exhorter la communauté internationale et les acteurs concernés en Haïti à prendre les mesures urgentes suivantes afin de protéger les droits des enfants en Haïti, de garantir leur sécurité et leur bien-être, et d'apporter une réponse à cette crise humanitaire grandissante :

Rétablir et protéger l'accès à l'aide humanitaire. Les groupes armés doivent respecter le droit international,

Si une aide internationale est apportée d'urgence, qu'une action coordonnée est menée et que l'accès aux services de base est rétabli, il est encore possible de protéger les enfants et de mettre un terme à la funeste spirale dans laquelle est engagé le pays.

garantir la protection des enfants et des infrastructures dont ils dépendent, et faciliter l'acheminement sûr et sans entraves de l'aide humanitaire. Les couloirs humanitaires et les garanties de sécurité négociés sont essentiels pour atteindre les populations les plus vulnérables.

Augmenter immédiatement le niveau et l'étendue du financement de l'aide humanitaire. Les gouvernements donateurs et les partenaires internationaux doivent immédiatement mobiliser des ressources suffisantes permettant de soutenir des programmes essentiels en Haïti, notamment pour la protection de l'enfance, la santé, la nutrition, l'eau et l'assainissement, et l'éducation, et ainsi veiller à ce que tous les enfants aient accès à des services vitaux.

Rétablir et protéger les services de base. Le Gouvernement haïtien, les autorités locales et les bailleurs de fonds humanitaires doivent donner la priorité à la remise en état des infrastructures de santé, d'éducation, d'eau et d'assainissement, soutenir les prestataires de services locaux et veiller à ce que les agents de première ligne puissent atteindre la population en toute sécurité.



© UNICEF/UNI840313/Joseph

Les investissements en faveur d'une prestation de service mobile et communautaire sont essentiels dans les endroits inaccessibles par les moyens traditionnels.

Protéger et soutenir les enfants déplacés.

Le Gouvernement haïtien, les acteurs humanitaires et les bailleurs de fonds doivent fournir aux enfants déracinés par la violence un logement sûr, des services de gestion de leur cas, des services de recherche et de réunification des familles ainsi qu'un soutien psychosocial. Les retours ne doivent avoir lieu que s'ils sont sûrs, volontaires et dignes, et une aide adaptée à la réintégration doit être proposée, conformément aux normes internationales. Les victimes des violences liées au genre doivent également être protégées et soutenues, afin qu'elles puissent retrouver une forme de vie normale.

Investir en faveur d'une stabilisation à long terme et d'un relèvement centré sur les enfants.

La crise en Haïti n'appelle pas seulement une aide humanitaire. Elle nécessite également un engagement politique durable et un soutien au développement ciblé. Si le pays ne parvient pas à se diriger vers une gouvernance inclusive et un développement équitable, et si rien n'est fait pour que les auteurs de violences répondent de leurs actes, il sera impossible de sortir du cercle vicieux du conflit et de la vulnérabilité.

L'UNICEF appelle la communauté internationale à faire des enfants en Haïti une priorité, à agir avec l'empressement qu'exige cette crise, et en y mettant les moyens nécessaires. Les outils et les ressources permettant d'aider Haïti à sortir de cette crise existent. Il est temps d'en faire usage – pour chaque enfant.

Publié par l'UNICEF
Division de la communication mondiale et du plaidoyer
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017, États-Unis
Contact : pubdoc@unicef.org
Site Web : www.unicef.org

ISBN : 978-92-806-5695-4

Photo de couverture : © UNICEF/UNI601247/Le Lijour

unicef 
pour chaque enfant

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance
(UNICEF), octobre 2025